ASSEMBLÉE NATIONALE

10 novembre 2018

PLFR POUR 2018 - (N° 1371)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 482

présenté par

M. Lagarde, Mme Auconie, M. Benoit, M. Guy Bricout, M. Christophe, M. Demilly,
Mme Frédérique Dumas, M. Dunoyer, Mme Firmin Le Bodo, M. Gomès, M. Ledoux, M. Leroy,
Mme Magnier, M. Naegelen et Mme Sage

ARTICLE 5**ÉTAT B****Mission « Défense »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Environnement et prospective de la politique de défense	0	-20 000 000	0	-20 000 000
Préparation et emploi des forces	-404 190 031	0	-404 190 031	0
Soutien de la politique de la défense	0	-65 000 000	0	-65 000 000
Équipement des forces	0	-319 190 031	0	-319 190 031
TOTAUX	-404 190 031	-404 190 031	-404 190 031	-404 190 031
SOLDE	0		0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est inadmissible que nos forces armées assument seules les surcoûts des opérations extérieures. Le principe de la solidarité interministérielle, comme c'était le cas jusqu'à présent, doit prévaloir.

Évidemment, l'auteur de cet amendement n'envisage pas un seul instant qu'il soit mis un terme au financement des surcoûts des opérations extérieures, mais souhaite simplement mettre le gouvernement devant ses responsabilités.

Les surcoûts doivent être financés, mais doivent l'être par la solidarité interministérielle et non par l'armée seule. Il est donc demandé au Gouvernement de trouver d'autres alternatives pour financer ces surcoûts sans faire porter le fardeau au seul ministère des Armées.